



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

13 octobre 2015

October 13, 2015

Pierre-Yves Serinet
Coordonnateur national
Réseau québécois sur l'intégration continentale

Pierre-Yves Serinet
National Coordinator
Réseau québécois sur l'intégration continentale

Cher M. Serinet,

Veillez trouver ci-joint la réponse formelle du Parti libéral du Canada à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de la vision que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter nos politiques en ligne à ChangeRassemble.ca. Ce site présente des détails sur les politiques, les objectifs et les priorités d'un gouvernement libéral.

Au nom de notre chef, Justin Trudeau, et de son équipe toute entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres.

Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Anna Gainey, Présidente
Parti libéral du Canada

Dear Mr. Serinet,

Enclosed, please find the Liberal Party of Canada's formal response to your questionnaire.

For more information on the Liberal Party of Canada's vision for Canada, please take a moment to review our policies online at RealChange.ca. This site provides details on a Liberal government's policies, goals, and priorities.

On behalf of our Leader, Justin Trudeau, and the entire Liberal team, thank you for writing to identify the major concerns of your membership.

We appreciate your interest in the Liberal Party of Canada's policies as they relate to the issues which affect you.

Sincerely,

Anna Gainey, President
Liberal Party of Canada


Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

[ENGLISH FOLLOWS THE FRENCH]

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Protéger le droit de gouverner

L'AÉCG et le PTP incluent un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et État (RDIE) qui accorde aux grandes entreprises étrangères des pouvoirs excessifs, dont celui d'entreprendre, devant un panel d'arbitrage international non imputable et soustrait du droit interne, des poursuites contre l'État, entre autres s'il adopte des politiques d'intérêt public qui affectent la valeur anticipée de leurs investissements. Au nom de nos institutions démocratiques et du droit souverain de l'État à gouverner pour le bien commun, vous engagez-vous à exiger le retrait du mécanisme RDIE de l'AÉCG et du PTP, et de tout autre accord en négociation ou à négocier?

Impacts sur l'emploi

L'analyse gouvernementale des retombées économiques de l'AÉCG sur les emplois au Canada et au Québec est désuète et il n'existe aucune étude connue des impacts du PTP. Appuyez-vous la réalisation d'une évaluation indépendante de chacun de ces accords, avant que ne puisse s'enclencher le processus de signature et de ratification, et vous engagez-vous à refuser d'adhérer à ces accords si les analyses démontrent que l'impact sur l'emploi est négatif?

Réduire le prix des médicaments

L'AÉCG et le PTP prévoient, par des mesures détournées, la prolongation effective des brevets pharmaceutiques afin d'accroître la protection des médicaments de marque. Ces mesures auront un effet direct sur le coût des médicaments, déjà très élevé au Canada, en retardant l'arrivée sur le marché des médicaments génériques, plus abordables. Vous engagez-vous à réviser ces accords pour éliminer ces mesures qui ne bénéficient qu'aux multinationales pharmaceutiques aux dépens de l'accès universel aux médicaments, avec une pression budgétaire énorme sur notre régime de santé publique et pour les contribuables?

Souveraineté alimentaire et gestion de l'offre

Le Canada et le Québec ont fait le choix d'un système agricole novateur basé sur la gestion de l'offre pour assurer un équilibre entre des produits alimentaires à prix raisonnables pour les consommateurs et la viabilité économique de nos fermes ainsi que la qualité de vie de nos agriculteurs. L'AÉCG et le PTP menacent cet équilibre en abandonnant le contrôle des importations, l'un des piliers du système. Est-ce que vous vous engagez à maintenir l'intégrité du système de gestion de l'offre dans les négociations du PTP, et à revenir sur la décision d'accorder l'importation de 17 000 tonnes supplémentaires de fromage fin européen dans le cadre de l'AÉCG? Refuserez-vous d'entrer dans la logique d'une agriculture subventionnée par le versement de compensations aux agriculteurs, dont le coût, à terme, aurait à être assumé par les contribuables?

Services publics

La grande nouveauté de l'AÉCG, du PTP et de l'ACS est d'ouvrir aux transnationales étrangères l'énorme secteur des services, à tous les niveaux de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) et de les soumettre à la dynamique du libre-marché et la recherche effrénée du profit, directement ou par l'entremise des marchés publics et des achats gouvernementaux. Le rôle de l'État en serait ainsi grandement modifié, devenant de ce fait un simple État payeur.

Liberal.ca

@parti_liberal /LiberalCA @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Compte tenu que les services publics et programmes sociaux sont les piliers fondamentaux d'une société basée sur la répartition équitable de la richesse et la justice sociale, valeurs auxquelles tiennent les citoyennes et citoyens canadiens et québécois, est-ce que vous vous engagez à soustraire les services publics de l'AÉCG et du PTP, et à ce que le Canada se retire des négociations de l'ACS, suivant l'exemple récent de l'Uruguay et du Paraguay?

Garantir un processus démocratique

Les négociations de l'AÉCG, du PTP et de l'ACS sont menées dans le plus grand secret, sans que ne soient consultés les divers secteurs de la société, ni même les parlementaires. Vous engagez-vous à rendre plus transparent le processus de négociations et à rendre publics l'ensemble des textes? Vous engagez-vous à mettre sur pied des consultations publiques larges sur chaque accord avant que ne puisse s'enclencher le processus de signature et de ratification, en commençant dès la reprise des travaux parlementaires par l'AÉCG, dont le texte d'entente proposé est connu depuis le mois de septembre 2014?

REPONSE COMBINÉ/COMBINED ANSWER :

La prospérité économique canadienne dépend d'un commerce mutuellement bénéfique. Le Parti libéral du Canada appuie le libre-échange car il reconnaît qu'il ouvre de nouveaux débouchés à l'échelle internationale pour les biens et services produits au Canada, favorise la croissance des entreprises exportatrices et crée des emplois. Les conservateurs se targuent d'être le gouvernement canadien le plus efficace en matière de libre-échange puisqu'ils ont conclu 38 accords de ce type depuis leur accession au pouvoir par rapport à cinq pour l'ensemble des gouvernements canadiens précédents. Malgré cette affirmation, le Canada a accusé 55 déficits commerciaux mensuels sous le régime actuel, tandis que le gouvernement libéral précédent n'a pas accusé un seul déficit commercial. Le nombre d'accords de libre-échange signés par un gouvernement ne garantit en rien la qualité de ces accords. La vision du monde unidimensionnelle qu'a le gouvernement conservateur le pousse à mener dans le mystère le plus total, sans consulter qui que ce soit, des négociations commerciales et des ententes définitives qui ne sont pas dans l'intérêt supérieur des Canadiennes et Canadiens. Les libéraux sont conscients qu'en négociant de tels accords, le gouvernement fédéral a la responsabilité de protéger l'industrie et les intérêts canadiens.

Nous faciliterons l'accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires. De concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, nous négocierons de meilleurs prix pour les médicaments d'ordonnance et achèterons ces derniers en vrac – ce qui permettra aux gouvernements de payer les médicaments moins cher. Nous appuierons et diffuserons des études et des pratiques exemplaires dans le but de prévenir la prescription excessive et inutile de médicaments d'ordonnance, en particulier aux personnes âgées qui souvent en prennent plusieurs. Nous veillerons à réduire le nombre d'effets indésirables dangereux liés à la prise de médicaments en améliorant les procédures de signalement et en veillant à ce que plus d'études et de suivis soient menés au sujet des effets indésirables signalés. Nous continuerons à approuver les nouveaux médicaments de manière ponctuelle, car non seulement bon nombre d'entre eux améliorent la santé des patients, mais ils permettent aussi de réduire les coûts globaux liés aux soins de santé. Nous reverrons en outre les règles adoptées par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés pour que les gouvernements et la population du Canada en aient plus pour leur argent quand ils achètent des médicaments d'origine.

Les libéraux savent que la gestion de l'offre aide les producteurs de lait et de volaille à gagner un revenu stable et assuré à la population canadienne des aliments de qualité à des prix raisonnables. Un gouvernement libéral défendra la gestion de l'offre lors de toutes les négociations commerciales internationales, et notamment celles du Partenariat transpacifique (PTP), car il sait que ce programme assure la sécurité économique des communautés agricoles.

Pour que le libre-échange donne des résultats pour l'ensemble des Canadiennes et Canadiens, les négociations doivent être menées en consultation avec les autres ordres de gouvernement, les intervenants touchés et les parlementaires. Nous ne sommes pas d'accord avec la manière dont les conservateurs ont négocié les accords de libre-échange. M. Harper agit toujours dans le mystère sans jamais transmettre aux Canadiennes et aux Canadiens les détails des accords qu'il signe,

 **Liberal**.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

et il espère tout de même qu'ils lui feront confiance pour protéger la gestion de l'offre et se lancer dans des négociations de bonne foi.

Notre plan pour un gouvernement juste et ouvert constitue un ambitieux programme en faveur du changement. Il s'agit d'un programme qui nous permettra de moderniser le mode de fonctionnement du gouvernement canadien, de telle sorte qu'il soit plus représentatif des valeurs et des attentes des Canadiennes et Canadiens. Une simple idée constitue sa pierre angulaire : un gouvernement transparent est un bon gouvernement. Pour que les Canadiennes et Canadiens fassent confiance à leur gouvernement, il faut que le gouvernement leur fasse également confiance. Autrement dit, un gouvernement ouvert est un gouvernement efficace. Nous veillerons à ce qu'il y ait un débat de fond au Parlement sur les mérites du PTP et d'autres accords de libre-échange.

Les libéraux s'assureront que le Parlement dispose d'un système plus rigoureux de surveillance et d'examen des mesures législatives et des autres affaires, comme les négociations commerciales. Plus particulièrement, les comités parlementaires auront plus de ressources pour mandater des experts afin qu'ils produisent des analyses indépendantes des mesures législatives proposées. Un gouvernement libéral fera appel aux expertes et experts canadiens et intégrera leurs analyses à ses décisions et évaluations des politiques et des programmes existants.

Nous nous assurerons que la Chambre des communes et le Sénat disposent d'un système plus rigoureux de surveillance et d'examen des mesures législatives et des autres affaires, comme les négociations commerciales. Plus particulièrement, les comités parlementaires auront plus de ressources pour mandater des experts afin qu'ils produisent des analyses indépendantes des mesures législatives proposées. Un gouvernement libéral fera appel à l'expérience et aux connaissances des Canadiennes et des Canadiens et en tiendra compte dans ses décisions et son évaluation des politiques et des programmes existants.

Canada depends on mutually beneficial trade for the success of its economy. The Liberal Party of Canada supports free trade because we recognize that free trade opens international markets to Canadian goods and services, grows export-oriented businesses, and creates jobs. The Conservatives promote themselves as the most effective Canadian government ever on free trade, having concluded 38 free trade deals while in government compared to five from all previous Canadian governments. Despite this claim, Canada has posted 55 monthly trade deficits under their watch, while the previous Liberal government never posted a single trade deficit. The number of trade agreements a government signs is no indication of the quality of those agreements. The Conservative government's one-dimensional view of the world leads to trade negotiations conducted in secrecy and without consultation, and final agreements that Canadians do not trust are in their best interests. Liberals recognize that in negotiating such agreements, the federal government has a responsibility to protect Canadian industry and interests.

We will also improve access to necessary prescription medications. A Liberal government will join provincial and territorial governments to negotiate better prices for prescription medications and to buy them in bulk – reducing the cost governments pay to purchase drugs. We will support and disseminate research and best practices to reduce unnecessary over-prescribing of medications, particularly for the elderly, who often take multiple medications. We will prioritize decreasing the number of harmful, adverse drug reactions by improving reporting, and ensuring more research and follow-up on reported adverse effects. We will continue to ensure timely approvals for new medicines, many of which not only improve patient health, but reduce overall health care costs as well. We will also consult with industry and review the rules used by the Patented Medicine Prices Review Board to ensure value for the money governments and individual Canadians spend on brand name drugs.

We know that supply management helps dairy and poultry farmers earn a stable income and provides Canadians with quality foods at reasonable prices. A Liberal government will defend supply management in all international trade negotiations, including the Trans-Pacific Partnership (TPP), because we know this program provides economic security for agricultural communities. The Liberal Party of Canada is committed to protect supply management under any agreement.


Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

For free trade to work for all Canadians, negotiations need to be conducted in consultation with other orders of government, affected stakeholders, and parliamentarians. We disagree with the manner in which the Conservatives have negotiated free trade agreements. Mr. Harper is acting with his usual secrecy and keeping Canadians in the dark about the deals made at the negotiating table, but he expects Canadians to blindly trust that he is protecting supply management and negotiating in good faith.

Our plan for a fair and open government is a sweeping agenda for change. It is an agenda that will allow us to modernize how the Canadian government works, so that it better reflects the values and expectations of Canadians. At its heart is a simple idea: transparent government is good government. If we want Canadians to trust their government, we need a government that trusts Canadians. Put simply, Liberals believe open government is effective government. We will ensure there is a full and thorough debate in Parliament about the merits of TPP and other free trade deals.

Liberals will ensure a more robust system of oversight and review for legislation and other matters in Parliament such as trade negotiations. Specifically, parliamentary committees will be given more resources to acquire independent, expert analysis of proposed legislation. A Liberal government will consult broadly with experts and mobilize the experience and knowledge of Canadians in order to better incorporate their input into our decisions and evaluations of existing programs and policies.

Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party